

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Bureau de l'environnement
et des installations classées

ARRETE N° 10 804 imposant des prescriptions techniques complémentaires

**à la Société Routière de l'Est Parisien (R.E.P.)
au PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL AUBRY et ECOUEN**

**Le Préfet du Val d'Oise
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1971 autorisant la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P. - à exploiter un dépôt de déchets ménagers en décharge contrôlée sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 autorisant la société Routière de l'Est Parisien à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets pour une durée de 21 ans, à étendre ce centre de stockage et à exploiter une plate-forme de broyage de déchets (bois, palettes, encombrants,...), un centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux ainsi qu'une déchetterie accueillant des déchets apportés par des artisans sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2010 relatif aux caractéristiques des casiers N° 7 et N° 8 du centre de stockage de déchets non dangereux du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN .

VU le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 18 octobre 2011 concernant l'exploitation du casier N° 8 du centre de stockage de déchets non dangereux du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN en mode bioréacteur ;

VU le rapport du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France du 6 janvier 2012 ;

L'exploitant entendu ;

VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 16 janvier 2012 ;

VU la lettre du 19 janvier 2012 par laquelle la société Routière de l'Est Parisien fait part d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui a été soumis aux membres du CODERST lors de sa séance du 16 janvier 2012 ;

VU le rapport du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France du 29 février 2012 ;

VU la lettre préfectorale et le courriel du 21 mars 2012, adressant le projet d'arrêté préfectoral à la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - au PLESSIS-GASSOT et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

VU le courriel du 22 mars 2012 par lequel la Société Routière de l'Est Parisien - .R.E.P – précise qu'elle n'a pas de remarque à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT que la réinjection des lixiviats ne peut intervenir que dans les casiers déjà comblés et recouverts dès lors que le réseau de captage du biogaz est présent et opérationnel .

CONSIDERANT que la mise en place du dispositif de recirculation des lixiviats constitue une modification de la conception et des conditions d'exploitation du casier N° 8 ;

CONSIDERANT que cette demande ne concerne qu'un unique casier sur les seize autorisés sur le site et qu'il présente une superficie de 4, 1 ha, cette modification n'apparaît pas constituer une modification substantielle au sens de l'article R.512-33 - point II du code de l'environnement et qu'elle ne nécessite donc pas une procédure d'autorisation d'exploitation avec enquête publique ;

CONSIDERANT que l'implantation des ouvrages de réinjection et leurs conditions de fonctionnement ne doivent pas conduire à solliciter la géomembrane au niveau des flancs du casier, ni la couche drainante se trouvant au fond du casier ;

CONSIDERANT que les dispositions doivent être mises en oeuvre en terme de distance d'éloignement et de profondeur pour les puits de réinjection ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de suivre l'incidence de la recirculation des lixiviats notamment en mesurant les volumes de lixiviats recirculés, en réalisant une mesure régulière de la qualité du biogaz généré pour s'assurer de l'absence de la dégradation de sa qualité ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement, d'imposer à la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - des prescriptions techniques complémentaires pour les installations exploitées sur le territoire des communes du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecouen ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1 : La société Routière de l'Est Parisien (REP) dont le siège social est situé 26, avenue des Champs Pierreux à Nanterre (92022) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions qui suivent, à exploiter le casier n° 8 en mode bioréacteur de son centre de stockage de déchets non dangereux implanté sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN.

La recirculation des lixiviats nécessaire à ce mode de fonctionnement ne débutera qu'après comblement de ce casier n° 8 et mise en place d'une couverture étanche.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté complètent celles de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2006 réglementant l'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux.

Article 3 : L'introduction de lixiviats dans les déchets ainsi que le mouillage des déchets du casier n° 8 en cours de comblement est interdite.

Article 4 : Les lixiviats ne pourront être réinjectés dans le casier n° 8 que lorsque ce dernier aura été comblé et muni d'une couverture étanche (couverture argileuse compactée d'épaisseur minimale de 1 mètre).

Les dispositions des quatrième et cinquième alinéas de l'article 8.1.5.1 – Couverture des parties comblées – de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 concernant la couverture finale sont pour le casier n° 8 ainsi modifiées.

La couverture étanche mentionnée au 1^{er} alinéa de l'article 4 du présent arrêté est surmontée d'un géofilm, d'une couche de matériau drainant de 30 cm au moins d'épaisseur ou tout système équivalent, d'une couche de matériau inerte de 1 m d'épaisseur au moins et d'une couche de terre végétale de 0,20 m d'épaisseur au moins.

Article 5 : Le réseau de réinjection des lixiviats est installé dans le massif des déchets et est constitué de lignes d'injection comprenant notamment des drains, des chambres et des puits de réinjection.

Dès la construction du casier n° 8, les équipements nécessaires à la réinjection des lixiviats seront mis en place.

Tous les points de réinjection des lixiviats (drains, chambres, puits) seront positionnés à au moins 15 mètres de la couche drainante des flancs du casier et de façon à éviter toute sollicitation accrue des barrières de sécurité passive et active ou de la couverture finale. La profondeur des puits de réinjection doit être telle que le fond du casier ne soit pas impacté par la réinjection, en tout état de cause tout point d'injection des lixiviats est distant d'au moins 10 mètres de la couche drainante présente sur le fond du casier n° 8.

Chaque ligne de réinjection des lixiviats doit pouvoir être isolée hydrauliquement.

De plus, le réseau comporte des dispositifs de mesures des quantités des lixiviats réinjectés. Le ou les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité et de la température des déchets mesurés in situ. A défaut, l'humidité des déchets stockés peut être calculée selon une fréquence trimestrielle sur la base du bilan hydrique mentionné à l'article 9.4.1 de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2006.

De plus, les quantités de lixiviats réinjectés sont adaptées de manière à respecter les dispositions de l'article 8.1.3.4 relative à la charge hydraulique de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2006.

Article 6 : Les lixiviats issus du casier 8 peuvent être réinjectés sans traitement dans ce même casier.

Les lixiviats en provenance des autres casiers du centre de stockage de déchets non dangereux collectés dans les deux bassins de stockage des lixiviats (bassin de 850 m³ situé au Sud du site et bassin de 700 m³ situé au Nord-Est du site), peuvent également être réinjectés dans le casier n° 8 sous réserve que les lixiviats réinjectés présentent des teneurs en éléments polluants inférieures aux seuils limites d'inhibition de la production du biogaz.

Article 7 : Le réseau d'injection du casier n° 8 est équipé de dispositifs permettant de contrôler régulièrement la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression, la réinjection des lixiviats est interrompue.

Article 8 : L'exploitant contrôle trimestriellement pendant la période de réinjection la qualité des lixiviats issus du casier n° 8. Les analyses portent au moins sur les paramètres suivants :

- pH,
- conductivité
- matières sèches
- DCO
- ammonium
- chlorures
- sulfates
- métaux (chrome, chrome hexavalent, Cd, Hg, Ni, Sn, Zn, Al, Pb, Fe).

Article 9 : Dès la construction du casier n° 8, les équipements nécessaires au captage et à la collecte du biogaz seront mis en place.

Le biogaz du casier n° 8 sera en priorité valorisé dans les installations de valorisation exploitées sur le centre de stockage de déchets non dangereux.

La quantité et la composition du biogaz issu du casier n°8 seront mesurées trimestriellement pendant le comblement et la phase de réinjection.

Article 10 : Les résultats des contrôles et analyses (notamment quantités de lixiviats réinjectés, quantités de lixiviats issus du casier n° 8 et qualité de ces lixiviats , quantités de biogaz issu du casier n° 8 et composition de ce dernier, contrôles de pression, bilans hydriques, sont intégrés dans le rapport de synthèse mentionné à l'article 9.3.1 – Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance – ainsi que dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 9.4.1 – Rapport annuel d'activité – de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2006.

Article 11 : Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société Routière de l'Est Parisien pour les installations qu'elle exploite sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN.

Article 12 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 13 : Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement susvisé :

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de ces mairies pour être maintenue à la disposition du public. Les maires établiront un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera publiée sur le site internet de la Préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 14 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex:

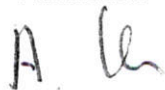
1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 15 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, Madame la Directrice Départementale des Territoires du Val d'Oise, Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France et Messieurs les Maires du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 23 MARS 2012

Pour la Directrice Départementale des Territoires,
Le Chef de Service de l'Agriculture,
de la Forêt et de l'Environnement,
Animateur MISE



Alain CLEMENT

